

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

OMOE: Reçu le

www.ne.ch/smig**ETUDIANT-E-S** (*Etats tiers*)

ACTIVITÉ ACCESSOIRE (15h sem. / max.)

Genre de demande☐ Activité accessoire (15h/sem. max.)**Genre d'autorisation**☐ L ou B
(Séjour pour formation/études)**RESSORTISSANT-E-S** (*Etats tiers - extra-européens*)

COCHEZ OBLIGATOIREMENT LA CASE QUI CONVIENT

Genre de demande☐ Prise d'emploi
☐ Activité accessoire
☐ Transfert
(changement d'emploi ou de canton)
☐ Renouvellement**Genre d'autorisation**☐ Courte durée (4 mois ou 120 jours max.)
☐ Courte durée (12 mois max.), permis L
☐ Autorisation à l'année (permis B, renouvelable)
☐ Requérant d'asile (permis N) + Permis "S"

1. Nom(s)
2. Nom de jeune fille
3. Prénom(s)
4. Date de naissance (jj/mm/aa)
5. Sexe
6. Etat civil
7. Nationalité (indiquer le pays)
8. Adresse actuelle
Rue, numéro postal, localité
9. A-t-il déjà (ou a-t-il eu) un permis
Genre de permis
Date d'échéance du permis
10. Epoux / Epouse

*Nom(s) et prénom(s)**Date de naissance**Nationalité du conjoint**Nom et adresse de son employeur**Nombre d'enfant(s) mineur(s)***Travailleur-euse**☐ Masculin ☐ Féminin
☐ Marié(e) ☐ Célibataire ☐ Veuf(ve) ☐ Séparé(e) ☐ Divorcé(e)☐ Adresse en Suisse ☐ Adresse à l'étranger☐ Non ☐ Oui Si oui, lequel ?
☐ Saisonnier ☐ B ☐ Frontalier ☐ L ☐ N ☐ F☐ En Suisse ☐ A l'étranger

11. Nom et raison sociale (entreprise)
12. Adresse (Rue, NPA et localité)
13. Numéro de téléphone et téléfax
14. Adresse électronique (E-mail)
15. Nom de la/du responsable
16. Genre d'exploitation
17. Site internet de l'entreprise

Employeur**PAYS ET NATIONALITÉS****Ressortissant-e-s UE-AELE**

Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Finlande, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède + Islande et Norvège (AELE) + Chypre et Malte, Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Slovénie, Estonie, Roumanie, Bulgarie

Ressortissant-e-s des Etats-tiers

Tous les autres pays du monde ne faisant pas partie des catégories évoquées ci-dessus

18. Activité prévue dans l'entreprise	Employeur (suite)	
19. Qualification travailleur-euse	Profession	Secteur d'activité
20. Entrée en service	☐ Qualifié-e ☐ Non qualifié-e ☐ Indépendant-e ☐ Cadre ☐	
Dès le	☐	
Déjà en Suisse depuis le	☐	
21. Durée de l'autorisation		

22. Horaire de travail hebdomadaire	Conditions de travail	
23. Salaire brut	Nbr d'heures	
Par mois	Fr.	☐ x 12 ☐ x 13
Par année	Fr.	☐ x 12 ☐ x 13
Par heure (salaire-horaire de base brut)	Fr.	
Supplément vacances	%	Fr.
Supplément pour jours fériés	%	Fr.
Supplément 13 ^{ème} salaire	%	Fr.
Salaire horaire brut total	Fr.	
24. Mesures prises par l'employeur pour		
Loger ce personnel	Adresse	
Couvrir les cas maladies et accidents	Nom de la compagnie d'assurance	
La prévoyance professionnelle (LPP)	Nom de l'institution, affilié dès le	
25. L'employeur est signataire de la convention collective de travail (CCT)	☐ Non ☐ Oui	
Si oui, laquelle ?	Nom de la convention collective	

REMARQUES

La présente demande doit être remise en 1 exemplaire original (toutes les rubriques dûment complétées) aux adresses suivantes:

- Office de la main-d'œuvre du Service des migrations (SMIG), rue de Tivoli 28, CP 1, 2002 Neuchâtel:**
 - Prise d'emploi (primo immigrant-e Etat Tiers) / Travailleur-euse étranger-ère détaché-e par une société étrangère basée dans un état tiers
 - Prise d'emploi, changement d'employeur, activité accessoire, renouvellement – requérant-e d'asile (permis N)
 - Activité accessoire – 15h/semaine maximum – exercée par les étudiant-e-s des états tiers au bénéfice d'une autorisation de "séjour pour formation/études".
- Contrôle des habitants de la commune de domicile (travailleur-euse ou étudiant-e):**
 - Dépôt de la demande de prolongation de son autorisation de séjour par le/la ressortissant-e étranger-ère
 - Dépôt de la demande prolongation de l'autorisation de travail par l'employeur au moyen du présent formulaire signé par les deux parties.
 - Remarque:** Le/la ressortissant-e étranger-ère peut joindre le présent formulaire à sa demande OU l'employeur peut l'adresser directement à l'OMOE. La démarche concerne certains titulaires de permis B (lorsque l'autorisation de travail délivrée initialement à l'employeur a été assortie de conditions limitatives selon l'art. 83 al. 3OASA), les titulaires de permis L (courte durée), de permis N, de permis L/B "séjour pour formation/études".

Une demande de prise d'emploi, pour un-e ressortissant-e d'un Etat tiers qui ne dispose d'aucune autorisation de séjour en Suisse initiale sur le marché du travail suisse, doit obligatoirement être accompagnée des documents suivants:

- Lettre explicative (qui fournira les motifs pour lesquels la société souhaite recruter et occuper un-e spécialiste qualifié-e extra-européen-ne)
- Copie du contrat de travail
- Curriculum vitae + copie des diplômes, certificats + copie du passeport (copie du titre de séjour selon le pays dans lequel l'intéressé-e demeure)
- Preuve des recherches de personnel effectuées en Suisse et en Europe (principe de la priorité selon art. 21 LETr), telles que la publication d'annonces sur l'internet ou dans la presse, etc. De plus, le poste vacant doit avoir été préalablement annoncé à l'Office du marché du travail (OMAT) ainsi que sur "EURES"; EURES (EUROpean Employment Services) est un réseau de coopération entre les services publics de l'emploi de l'Union européenne et des pays de l'AELE.

Remarque: L'employeur doit prier l'OMAT de publier le poste vacant sur EURES lorsqu'il prévoit de recruter dans les états tiers.

La décision préalable positive (autorisation de travail) délivrée par l'Office de la main-d'œuvre (OMOE) a pour but d'informer l'employeur que les critères relatifs au marché du travail sont respectés. La prise d'emploi ne peut toutefois intervenir qu'après octroi de l'autorisation de séjour par les autorités cantonales compétentes en matière de migration/population, à savoir l'Office des conditions de séjour (OCSE) en cas de domiciliation dans le canton de Neuchâtel. Pour l'employeur, c'est le lieu (canton) d'activité constitue l'élément déterminant pour le dépôt d'une demande de main-d'œuvre étrangère.

- Les demandes mal remplies seront renvoyées afin d'être corrigées ou complétées. Le/la requérant-e prendra note que des indications fausses ou incomplètes peuvent entraîner un refus ou une révocation d'autorisation.

Ce formulaire ne tient pas lieu de contrat de travail. Néanmoins, les données fournies doivent correspondre en tous points à celles du contrat de travail et engagent la responsabilité de l'employeur envers les autorités et le travailleur.

Lieu et date:

Signature du travailleur:

.....
Signature de l'employeur

.....
Signature du travailleur